

Article 3.- On entend par Intrants de Santé tout produit utilisé pour soigner, y compris les médicaments, les consommables et les services.

Article 4.- L'approvisionnement en Intrants de Santé suit deux circuits de distribution :

- le premier à travers l'Unité d'Approvisionnement en Solutés Massifs ou « UASM » pour les solutés massifs et alcools médicaux ;
- le second via la Centrale d'Achats de Médicaments Essentiels et de Matériel Médical de Madagascar ou « SALAMA » pour les médicaments essentiels, le petit matériel médical et les consommables inscrits dans la Liste Nationale des Médicaments Essentiels et Intrants de Santé ou « LNMEIS ».

Ces deux Etablissements sont les principaux fournisseurs du secteur public en Intrants de Santé.

Article 5.- L'approvisionnement via ces deux circuits est obligatoire et est établi en fonction du calendrier d'approvisionnement.

Dans le cadre de la gestion logistique intégrée des Intrants de Santé, l'UASM et SALAMA approvisionnent en Intrants de Santé toutes les Pharmacies de Gros des Districts ou « Pha-G-Dis » au niveau des Districts Sanitaires, toutes les Unités de Pharmacie des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU), des Etablissements Spécialisés (ES), des Centres Hospitaliers de Référence Régionale (CHRR), des Centres Hospitaliers de Référence de District niveau II (CHRDII) et des autres Etablissements à but non lucratif agréés par l'Etat tous les trimestres, à l'exception des commandes d'urgence, quelque soit le degré d'enclavement. L'UASM et la Centrale d'Achats SALAMA assurent le transport de ces produits.

Article 6.- Les Intrants de Santé des programmes spécifiques importés par les Partenaires Techniques et Financiers et cédés à titre de donation au Ministère en charge de la Santé suivent le circuit de distribution à travers la Centrale d'Achats SALAMA suivant des conventions préétablies.

Article 7.- L'UASM et la Centrale d'Achats SALAMA approvisionnent directement en Intrants de Santé toutes les Pha-G-Dis au niveau des Districts sanitaires et toutes les Pharmacies des CHU, ES, CHRR, CHRDII et autres Etablissements à but non lucratif agréés par l'Etat en respectant le système « pull » d'approvisionnement ou système de réquisition.

Dans un système de réquisition, les quantités livrées sont déterminées par le personnel de la Formation ou Structure sanitaire qui reçoit les Intrants de Santé. Ainsi, les responsables des Pha-Ge-Com des Centres de Santé de Base de niveau 1 (CSB1) ou de niveau 2 (CSB2), des Unités de Pharmacie des Centres Hospitaliers de Référence de District niveau I (CHRDI), des Organisations Non Gouvernementales (ONG) agréées à but non lucratif, déterminent les quantités des Intrants de Santé à commander auprès de la Pha-G-Dis.

Les responsables des Pha-G-Dis, des Unités de Pharmacie des Centres Hospitaliers de Référence et des autres Etablissements à but non lucratif agréés par l'Etat déterminent les quantités des Intrants de Santé à commander auprès de SALAMA ou de l'UASM.

Article 8.- Les Pha-G-Dis approvisionnent directement en Intrants de Santé toutes les Pharmacies à Gestion Communautaire Pha-Ge-Com des CSB publics ou autres Structures à but non lucratif agréées par l'Etat et les Unités de Pharmacie des CHRDI rattachés au Service du District chargé de la Santé, tous les deux (02) mois, à l'exception des commandes d'urgence. L'acheminement de ces produits vers les sites est à la charge des Formations Sanitaires.

Article 9.- Toutes les Formations Sanitaires publiques doivent assurer la disponibilité des Intrants de Santé pour les clients ou patients, en respectant le circuit de distribution établi.

Article 10.- En cas de rupture de stock au niveau de ces deux fournisseurs, les Unités de Pharmacie des Centres Hospitaliers sont exceptionnellement autorisés à s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs dans le respect des procédures établies. /

Article 11.- Toutes dispositions antérieures et contraires à celles du présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Article 12.- Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République et communiqué partout où besoin sera.

Antananarivo, le

23 DEC. 2016



Pr ANDRIAMANARIVO Mamy Lalatiana